

12 | FRANCE

Jo Masanet ou les excès

Les pratiques de ce suspect dans l'affaire qui vient

Le Monde

VENDREDI 13 FÉVRIER 2015

d'un syndicaliste policier

d'ébranler le « 36 » étaient dénoncées de longue date

Sur une écoute, Joaquin Masanet insiste auprès de son interlocuteur : « *Allez, c'est Frère Jo qui te le demande !* » Ce policier à la retraite âgé de 62 ans, le seul à être écroué dans l'affaire qui a entraîné la chute de Bernard Petit, le patron du 36, Quai des Orfèvres, argue de son appartenance supposée à la franc-maçonnerie, dont les réseaux d'amitié structurent la haute hiérarchie policière.

Nulle trace, pourtant, de « Frère Jo » dans les trois obédiences. Ce qui ne l'empêche pas d'y faire régulièrement référence. Deux syndicalistes policiers et un haut gradé de la préfecture de police concluent leurs portraits de ce personnage si théâtral d'un même haussement d'épaule : « *C'est Jo...* »

Mis en examen pour « trafic d'influence » et « abus de confiance aggravé », vendredi 6 février, le président de l'Association nationale d'action sociale (ANAS) du ministère de l'intérieur incarne les excès du syndicalisme policier. « *Il nous a fait beaucoup de mal. Jo a abandonné la défense collective de notre profession pour le clientélisme. Désormais tout le monde pense que nous fonctionnions tous comme cela* », désapprouve un représentant syndical qui ne souhaite pas apparaître.

C'est une constante. Depuis son

placement en garde à vue mercredi 4 février, beaucoup le brocardent, quelques-uns le défendent, mais toujours sous le sceau de l'anonymat. Par crainte d'être associé de trop près à celui qui désormais sent le souffre mais aussi pour ne pas injurier inutilement ses réseaux.

Au moins un ministre du gouvernement actuel a été vu à plusieurs reprises aux déjeuners organisés par Jo dans le restaurant des locaux de l'ANAS, à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne). Sur les écoutes, Masanet téléphone à plusieurs dignitaires de la police nationale dont le préfet de police de Paris, Bernard Boucault. L'un des responsables de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), le service chargé de l'enquête sur le patron de l'ANAS, avait son rond de serviette à Joinville.

Cela fait près de quarante ans que Joaquin Masanet cultive son entregent. Jo l'Oranais, rapatrié d'Algérie à 11 ans avec ses parents, intègre en 1972 la CRS 33 de Reims, et fait ses armes de syndicaliste en tant que délégué local. Simple brigadier, il gravit les échelons. Pourtant, à l'époque déjà, ses méthodes sont contestées.

Fin 1993, le bureau national du syndicat des CRS qu'il dirige le suspend en raison de ses notes de frais et d'un trou dans les caisses de 1,4 million de francs. « *Joaquin Masanet a été sommé de s'expliquer sur l'engagement de sommes considérables. (...) Parallèlement, nous avons constaté qu'[il] élaborait des notes de frais avec pour base des factures déjà honorées avec la carte bleue de l'organisation* », dénonce son propre ad joint dans un courrier adressé le 19 novembre 1993 à l'ensemble des adhérents.

Spirale infernale

Réintégré, Jo ne change pas ses habitudes, ce qui conduit le trésorier général du syndicat des CRS à démissionner après avoir pointé différents dysfonctionnements. « *Puis-je te croire lorsque tu affirmes avoir été victime d'un accident de la circulation avec ton véhicule personnel t'ayant occasionné pour 13 000 francs de réparations, réglés avec un chèque de l'organisation et payés sans justificatif ni facture ? s'interroge, dans un courrier du 7 juillet 1995, le trésorier démissionnaire. J'arrêterai là la liste des éléments qui me laissent penser que tu ne parviendras pas ou que tu ne désires pas t'extirper d'une spirale infernale dans laquelle tu t'es volontairement laissé aspirer...* »

Sa seule condamnation à ce jour

VERBATIM

« **Joaquin Masanet** est une victime collatérale d'un règlement de comptes entre hauts fonctionnaires de la police. Depuis 2009 qu'il préside l'ANAS, il a remis de l'ordre dans l'association. Les comptes sont équilibrés. Nous contestons qu'il ait rendu service moyennant finances. Son compte personnel est à découvert en permanence. Simple- ment, il a vécu au printemps 2014 deux drames familiaux, le suicide de sa belle-fille et le cancer déclaré de sa femme. Il s'est retrouvé très seul après avoir rendu des services toute sa vie. Les écoutes du dossier correspondent à ces quatre mois de descente aux enfers. Il avait un goût pour le jeu et les courses, qui s'est transformé en addiction afin de combler ce vide existentiel. Il s'est jeté, de façon suicidaire, dans la course à la borne du PMU comme d'autres se soulent pour oublier. »

M^e Sylviane Mercier, avocate de Joaquin Masanet.

a été prononcée par le tribunal correctionnel de Marseille, le 15 janvier 2003 : une amende de 3 000 euros pour recel d'abus de biens sociaux et usage de faux en écriture. Des proches avaient pris l'habitude de retoucher le libellé des chèques versés par les entreprises pour l'achat d'espaces publicitaires dans les publications de son syndicat. Le « C » de CRS transformé en « O » permettait d'encaisser une partie de l'argent sur le compte d'« ORS », une société spécialement créée à cet effet et qui aurait détourné ainsi près d'1,2 million de francs. Jo se voit reprocher uniquement des frais de séjour et de voyage à la Réunion. Sa condamnation sera par la suite amnistiée, ce qui lui

évitera de passer au tourniquet, le conseil de discipline de la police.

A cette époque, Jo Masanet est tout-puissant. Il a pris la tête en 1997 de l'UNSA-Police, le syndicat des gradés et gardiens de la paix fort de près de 42 000 adhérents. Avec le retour de la droite aux affaires, il se déclare « *Sarkozyste de gauche* » puis affiche ses préférences pour Dominique de Villepin. Avant de quitter la Place Beauvau, ce dernier le fait nommer au Conseil économique et social, où il perçoit 3 628 euros pour siéger cinq jours par mois. La première erreur politique du syndicaliste. De retour à Beauvau, Nicolas Sarkozy ne pardonnera jamais à celui qui a fait siffler son nom et son bilan lors d'un congrès de

l'UNSA en présence de l'ennemi juré, Dominique de Villepin. Masanet tente de faire amende honorable. Trop tard. En petit comité, Sarkozy se moque de ce « *Jo qui pratique l'insulte publique et l'excuse privée* ».

« Page tournée »

C'est donc tout naturellement qu'en 2007, Masanet soutient Ségolène Royal. En 2008, à l'âge de la retraite, Jo quitte l'UNSA mais pas la police. Il prend la présidence de l'ANAS où il recrute son frère Francis et confie à son fils Julien la gestion du centre de vacances de Gujan-Mestras, sur le bassin d'Arcachon. CRS de profession, Julien est propriétaire de six chevaux de course, la passion de son père.

Lors de la présidentielle de 2012, Joaquin Masanet espère revenir en grâce. Il multiplie les déjeuners arrosés à Joinville où se pressent nombre de commissaires. Jo distribue les postes. Il se rêve en faiseur de roi. Mais il a misé sur François Rebsamen, vieille connaissance du temps où celui-ci était chef de cabinet de Pierre Joxe, et c'est Manuel Valls qui atterrit à Beauvau.

Jo obtient un rendez-vous en tête-à-tête avec le nouveau ministre de l'intérieur. Il lui présente une chemise remplie de post-it sur lesquels figurent une cinquantaine de noms et les fonctions auxquelles il faudrait les nommer. « *Cela a fatigué le ministre, résume dans une litote un proche de Valls. Jo essayait de refaire surface. Mais la page Masanet était déjà tournée.* » Ses manières ne passent plus.

À l'heure de dresser son bilan, certains – ils sont rares – prennent sa défense. Ainsi ce haut fonctionnaire qui apprécie peu son action syndicale loue « *l'homme généreux qui, aussitôt après les attentats de Paris, a lancé une collecte pour les familles des policiers* ». Un syndicaliste pourtant classé à droite assure : « *Ce n'est pas un tordu. Il fonctionne à l'amitié, à l'ancienne, mais il n'est pas forcément malhonnête.* » « *Il était très limite, peut-être ripou, mais il a plus obtenu de choses pour la police que beaucoup d'entre nous aujourd'hui* », résume un policier lui-même détaché syndical.

Dans le dernier numéro de *L'Echo du policier*, le magazine de l'ANAS mis sous presse avant la garde à vue de son président, Jo Masanet met en scène sa proximité avec l'actuel titulaire de la place Beauvau : « *Bernard Cazeneuve et moi* », « *le ministre m'affirmait (...)* », « *Malgré un emploi du temps lourdement rempli, Bernard Cazeneuve avait bousculé celui-ci pour être parmi nous.* » Sur les écoutes, il se plaignait pourtant de ce ministre qui, le premier, avait refusé de lui communiquer son numéro de portable. C'est Jo. ■

SIMON PIEL, SOREN SEELOW ET
MATTHIEU SUC

De possibles détournements de fonds

Dans l'affaire qui vaut à son président, Joaquin Masanet, d'être écroué à la maison d'arrêt de Fresnes depuis vendredi 6, suspecté de trafic d'influence et d'abus de confiance aggravé, l'association est au cœur des préoccupations de la « police des polices ». Les enquêteurs de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) ont interrogé, mardi 10 février, les deux trésoriers de l'Association nationale d'action sociale (ANAS) du ministère de l'intérieur. Ils sont ressortis libres de leurs auditions.

L'IGPN enquête désormais sur de possibles détournements de fonds de l'association. Plusieurs dizaines de milliers d'euros de dons privés et de cotisations auraient atterri sur le compte personnel de son président. L'éventuelle surfacturation de 200 000 euros de la piscine d'un centre de l'ANAS à Moutiers-en-Retz (Loire-Atlantique) intéresse particulièrement les enquê-

teurs. Cette surfacturation présumée avait d'ailleurs fait l'objet, selon les informations du *Monde*, d'une dénonciation en avril 2014 d'un commissaire aux comptes au procureur de Paris.

Joint par *Le Monde*, Franck H., le maître d'œuvre de la piscine, explique que « *des travaux complémentaires ont dû être effectués. Il ne s'agissait pas de surfacturations ! Et puis, ils avaient été approuvés par l'ensemble du bureau de l'ANAS.* »

Fondée en 1949, l'ANAS joue un rôle central dans les œuvres sociales de la police et son utilité est reconnue. Elle verse des pensions aux veuves de policiers et gère plusieurs centres de vacances ainsi qu'une structure d'accueil pour les policiers en détresse. Elle bénéficie pour ce faire d'une subvention gouvernementale annuelle de 2 millions d'euros, un jeu d'écritures évitant à cette association de dédommager le mi-

nistère de l'intérieur pour la quarantaine de fonctionnaires mis à sa disposition.

Il aura fallu qu'un des collaborateurs de Jo Masanet passe aux aveux dans l'affaire Prouteau-Rocancourt pour lever le voile sur les pratiques douteuses de son président. Placé en garde à vue, Philippe Lemaître, décrit par un ancien proche de Masanet comme « *le porte-serviette de Jo, celui qui est dédié aux tâches les plus discrètes* », n'a pas seulement reconnu avoir – sur ordre de son président – renseigné Christian Prouteau, le fondateur du GIGN, sur le contenu de son audition à venir. Il a aussi décrit par le menu les présumées malversations commises au sein de l'ANAS. De source proche du dossier, la confrontation entre Masanet et Lemaître dans les locaux de l'IGPN a d'ailleurs été houleuse. ■

S. PI., SO. S. ET M. SU.